Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2018-193** **15/03/2018**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 18

Objet : Appel à candidatures: 18 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) :

- 1 poste de directeur des finances – préfigurateur direction des achats et des finances (H/F) (titulaire de catégorie A+ ou agent contractuel de catégorie 1) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 30 mars 2018.

- 1 poste de coordinateur d'expertise scientifique en évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux (H/F (titulaire de catégorie A ou agent contractuel de catégorie 2) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 5 avril 2018.

- 1 poste de chargé de décisions (H/F) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel de catégorie 2) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 26 mars 2018.

- 1 poste de chargé de projet scientifique et technique en virologie aviaire (H/F) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel de catégorie 2) à Ploufragan (22).

Date limite de candidature : 26 mars 2018.

- 1 poste de gestionnaire administratif de Laboratoires de recherche de l'Union européenne (H/F) (titulaire de catégorie B ou agent contractuel de catégorie 3) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 5 avril 2018.

- 1 poste de gestionnaire administratif (H/F) (titulaire de catégorie B ou agent contractuel de catégorie 3) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 5 avril 2018.

- 1 poste de chargé de projet base de données au sein du service des systèmes d'information des produits réglementaires (H/F) (agent contractuel de catégorie 2) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 5 avril 2018.

- 1 poste de chargé de projet de recherche – biocides (H/F) (agent contractuel de catégorie 2) à Fougères.

Date limite de candidature : 5 avril 2018.

- 1 poste de technicien de laboratoire analyste en physico-chimie (H/F) (agent contractuel de catégorie 3) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 5 avril 2018.

Agence de services et de paiement (ASP) :

- 1 poste de chef de service – contractualisation et assistance technique (H/F) (titulaire de catégorie A) à Limoges (87).

Date limite de candidature : 5 avril 2018.

- 1 poste de directeur régional délégué (H/F) (titulaire de catégorie A) à Strasbourg (67).

Date limite de candidature : 29 mars 2018.

FranceAgriMer :

- 1 poste d'adjoint au chef d'unité (H/F) (titulaire de catégorie A ou A+) à Montreuil (93).

Date limite de candidature : 23 mars 2018.

Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (IRSTEA) :

- 1 poste de juriste ressources humaines (H/F) (titulaire de catégorie A) à Antony (92).

Date limite de candidature : 12 avril 2018.

Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) :

- 1 poste de chef du département action sociale (H/F) (titulaire de catégorie A) à Paris (75).

Date limite de candidature : 1er avril 2018.

- 1 poste de chef du département achats et approvisionnement (H/F) (titulaire de catégorie A ou A+) à Auffargis (78).

Date limite de candidature : 2 avril 2018.

- 1 poste de gestionnaire national du parc roulant (H/F) (titulaire de catégorie B) à Auffargis (78).

Date limite de candidature : 31 mars 2018.

Office national des forêts (ONF) :

- 1 poste de directeur de l'agence territoriale Bouches du Rhône Vaucluse (H/F) (titulaire de catégorie A) à Aix-en-Provence (13).

Date limite de candidature : 18 mars 2018.

VetAgroSup :

- 1 poste de directeur du service technique et patrimoine (H/F) (titulaire de catégorie A) à Marcy l'Etoile (69).

Date limite de candidature : 13 avril 2018.

L'adjoint à la la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

Date : 09/03/2018

Poste à pourvoir	**Directeur des finances – Préfigurateur direction des achats et des finances (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 140 millions d'euros au budget annuel
- 13800 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction des finances / Préfiguration de la direction des achats et des finances

La Direction des finances prescrit et exécute les recettes et les dépenses de l'Agence. Son directeur est assisté d'un directeur adjoint et de trois chefs de service :

- le service de la Programmation budgétaire et du contrôle de gestion (élaboration, exécution et contrôle du budget de l'agence, comptabilité analytique, etc.),
- le service Conventions, recettes et dépenses (gestion administrative et financière des conventions, reporting, contrôle de gestion, etc.),
- le service des Moyens généraux des sites de Maisons-Alfort (gestion de l'ensemble de l'approvisionnement et de la logistique des directions du siège et des 2 laboratoires).

Dans un objectif d'efficience, une direction des achats et des finances va être créée suite au rapprochement des équipes actuellement rattachées à deux entités : la Direction des finances et la Direction des achats. Elle aura pour mission de déployer l'ensemble des procédures, des moyens et des outils pour moderniser et professionnaliser les fonctions financières et achats au sein de l'Agence. Elle mettra en place des outils d'aide à la décision stratégique et préviendra les risques financiers et juridiques.

Contexte

La direction comprendra à terme environ 25 personnes dont un adjoint, et couvrira en plus du périmètre initial l'objectif suivant : la recherche d'efficience économique et de développement durable en matière d'achats, d'approvisionnement et de gestion des stocks au niveau national.

Eléments d'activités :

- Budget de l'établissement : 140 M€,
- Subventions pour charge de service public : 93M€
- Taxes et redevances : 32M€
- Conventions de recettes : 11M€
- Autres produits : 4 M€

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Placé sous l'autorité de la Directrice générale adjointe des affaires générales, le Directeur des finances assure la mission de préfigurateur dans la création de la direction des achats et des finances. Il définit la nouvelle organisation dans un objectif d'efficience des processus et de développement des passerelles entre les fonctions financières et achats.

Il conseille la Direction générale dans le pilotage de l'établissement et contribue à la prise de décision. La Direction des achats et des finances constitue une entité stratégique dans l'organisation de l'Anses en interaction avec l'ensemble des fonctions support mais également des entités métiers. Le Directeur des achats et des finances participe à différentes instances de gouvernance et de pilotage (conseil d'administration, direction générale en charge des ressources, comité de direction, comité de pilotage des investissements).

Il est un acteur de la modernisation des politiques budgétaires/ financière et des achats de l'établissement. Il met en place des indicateurs de pilotage d'activités. Il établit la cartographie des risques financiers.

La réforme de la gestion budgétaire et comptable publique (GPCP) est entrée en application à l'Anses le 1er janvier 2017. Une nouvelle organisation des fonctions financières et comptables en découle avec notamment la création d'un service facturier qui sera rattaché à l'Agence comptable de l'établissement. Ce nouveau service doit permettre d'améliorer les délais de paiement, de sécuriser le processus de dépense et de simplifier les relations avec les fournisseurs. Il doit également contribuer au pilotage budgétaire de l'établissement, grâce une visibilité accrue des flux de la dépense et au renforcement du dialogue de gestion avec les services prescripteurs de l'ordonnateur.

Activités

- Définition de la stratégie financière de l'établissement en appui du Directeur général et de la Directrice générale adjointe des affaires générales
- Pilotage de la performance des achats
- Supervision de l'élaboration des documents d'analyse budgétaire et de synthèse à l'attention de la direction générale et du conseil d'administration
- Conduite du dialogue de gestion avec les entités de l'agence
- Animation du réseau des responsables administratifs et financiers, associant la Direction des Ressources Humaines et la Direction technique et informatique
- Poursuite du déploiement de la réforme de la comptabilité budgétaire dans le cadre du décret du 7 novembre 2012
- Coordination et développement du contrôle de gestion, du contrôle interne et de la comptabilité analytique
- Poursuite la modernisation des processus et de la professionnalisation des équipes et des pratiques

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste, au même titre que ses homologues, est également soumis à des astreintes téléphoniques ainsi qu'à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Profil recherché/ formation :

- Corps de haut fonctionnaire (administrateur civil, …)
- Formation supérieure en gestion, finances publiques, droit

Expériences similaires

- Expérience avérée dans le secteur public et en management d'équipe (plus de 10 ans)
- Expérience significative en finances publiques

Compétences

- Capacité à définir des orientations et mener une équipe sur des objectifs définis
- Curiosité et appétence pour le travail en collaboration avec des scientifiques
- Maîtrise des techniques de management d'équipe et de conduite de changement, gestion de projets
- Maitrise des règles budgétaires, comptables et fiscales des établissements publics administratifs (décret GBCP)
- Connaissance des règles des marchés publics
- Autonomie, sens de la rigueur, de l'organisation et de la planification
- Capacité d'écoute et d'intégration des attentes des interlocuteurs
- Fortes aptitudes au dialogue avec des acteurs pluridisciplinaires
- Connaissances appréciées des logiciels de comptabilité aux normes GBCP

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 30 mars 2018

Renseignements sur le poste : Isabelle TILLY-BECKER, Directrice des ressources humaines (isabelle.tilly-becker@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-028 à :** recrutement@anses.fr

Date : 14/03/2018

Poste à pourvoir	**Coordinateur d'expertise scientifique en évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement ou affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction de l'évaluation des risques (DER) Unité d'évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux La direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel à des comités d'experts spécialisés (CES) et autres collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle fait également appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure certaines missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.
Missions / contexte	Sous la responsabilité du chef d'unité, l'Unité d'évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux (UERSABA) comprend huit agents. Elle assure l'animation, la coordination scientifique et le suivi des travaux de deux Comités d'experts spécialisés « Alimentation animale » et « Santé et bien-être des animaux », ainsi que des groupes de travail (GT) thématiques qui leur sont rattachés.. Elle assure la communication scientifique des produits de l'expertise et présente l'activité scientifique de l'unité auprès des instances nationales et/ou communautaires

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, le coordinateur d'expertise scientifique a pour mission d'assurer la préparation et le suivi de l'expertise collective et des produits qui en sont issus, dans le domaine de l'évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux.

Activités

En collaboration avec les autres scientifiques de l'unité :

• Analyser et assurer le cadrage des saisines, piloter leur traitement dans le cadre de l'expertise collective réalisée par les Comité d'experts spécialisés « Santé et bien-être des animaux » et « Alimentation animale » et par les groupes de travail qui lui sont rattachés.

• Produire des avis scientifiques et recommandations de l'Anses dans les domaines de la santé animale, de l'alimentation et du bien-être des animaux, sur la base des rapports d'expertise collective.

• Outre les aspects d'organisation et de coordination de collectifs d'experts, l'activité du coordinateur scientifique d'expertise inclut dans de nombreux cas des recherches bibliographiques, la mise en œuvre de méthodes d'analyse de risque, ainsi que des travaux de synthèse et de rédaction, à partir des contributions des experts et/ou en appui aux GT thématiques.

• L'agent recruté pour ce poste sera également en charge de travaux statistiques en lien avec les données quantitatives fournies dans les saisines.

• Certaines saisines, portant sur des sujets d'actualité, sont traitées dans le cadre d'une cellule d'urgence où l'implication du coordinateur scientifique d'expertise comprend la rédaction complète des projets d'avis.

• Assurer la mise en œuvre et le respect des procédures qualité applicables à l'expertise collective, dans le cadre de la politique qualité de l'Anses ;

• Assurer les activités de veille dans les domaines d'activité de l'Unité ;

• Participer à la communication scientifique sur les avis et rapports produits par l'Agence.

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts* ;

** Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Formation en biologie (vétérinaire, médecin, universitaire, …) avec formation en épidémiologie quantitative
Bac+3 minimum

Expériences similaires : Une première expérience dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : épidémiologie, analyse de risques, infectiologie, productions animales, serait appréciée. Cette expérience pourrait consister en une thèse d'université.

Compétences

- Compétences en statistiques appliquées à l'épidémiologie
- Connaissance des grandes problématiques de productions animales ;
- Connaissance de l'environnement réglementaire de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux ;
- Aptitude à la démarche et au raisonnement scientifique ;
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale ;
- Capacité d'analyse et de synthèse ;
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale) ;
- Maitrise de l'outil informatique, y compris statistique (pack office, logiciels type « R », SAS, Stata).
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe ;
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique ;

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 5 avril 2018

Renseignements sur le poste : UERSABA - Charlotte DUNOYER (charlotte.dunoyer@anses.fr).

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + CV) **en indiquant la référence 2018-004 à** recrutement@anses.fr

Date : 05/03/2018

Poste à pourvoir	**Chargé de décisions (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 24 mois, détachement ou affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction des autorisations de mise sur le marché (DAMM) Unité des décisions (UD)
Missions / contexte	La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt adoptée en octobre 2014 a confié à l'Anses des missions de délivrance des autorisations de mise sur le marché (AMM) des produits phytopharmaceutiques (PPP), des adjuvants, et des matières fertilisantes et supports de culture (MFSC) transférées à l'Anses depuis juillet 2015. L'Anses s'est vue confier des missions équivalentes assurées par le ministère en charge de l'environnement, en ce qui concerne les produits biocides à compter du 1er juillet 2016. Une direction des AMM (DAMM) a été créée en juillet 2015 pour la mise en œuvre de ces nouvelles missions. La DAMM est chargée d'instruire les décisions d'autorisation, de modification et de retrait de mise sur le marché des produits mentionnés, de mettre en place les activités d'inspection et de contrôle et d'animer le comité de suivi des AMM ; elle comprend une unité d'instruction administrative qui assure la réception et le traitement administratif des dossiers et la préparation des décisions d'ordre administratif, et une unité des décisions qui assure l'instruction des dossiers issus de l'évaluation.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Placé sous l'autorité du chef de l'unité qui est en charge du suivi des décisions d'AMM, l'agent sera chargé de l'instruction des décisions d'autorisation, de retrait ou de modification des AMM des PPP, des MFSC et de leurs adjuvants, sur la base de l'évaluation réalisée par la direction de l'évaluation des produits réglementés, dans le respect des lignes directrices pour la gestion des AMM qui ont été adoptées par l'Agence. L'Unité des décisions comprend plusieurs chargés de dossier.

Activités

Les activités du chargé de dossier consistent à :

- instruire et rédiger les projets de décisions d'autorisation de mise sur le marché, de modification ou de retrait d'AMM et les permis d'expérimentation sur la base des conclusions transmises par la Direction de l'évaluation des produits règlementés (DEPR),
- s'assurer de la cohérence des décisions avec celles prises antérieurement, de leur conformité au droit communautaire et national, notamment en ce qui concerne les mesures de gestion,
- identifier les décisions nécessitant un examen complémentaire par les instances internes de l'Agence et contribuer à l'apport de ces éléments complémentaires,
- compléter en anglais les éléments des rapports d'évaluation européens (part A) dédiés à la décision d'autorisation des PPP,
- assurer le suivi de la signature et de la publication des décisions,
- renseigner le système d'information interne avec tous les éléments permettant d'assurer la traçabilité des dossiers et le suivi des décisions,
- assurer l'archivage des dossiers.

Il bénéficie de l'appui technique des chargés de filières agricoles affectés au sein de l'unité.

Des responsabilités supplémentaires telles que la préparation de réunions avec des parties prenantes ou un rôle de référent dans un domaine spécifique (MFSC, systèmes d'information, bio-contrôle, etc.) pourront être confiées au chargé de dossier.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Niveau BAC + 3, technicien supérieur ou ingénieur en agronomie/agriculture, santé ou environnement, sciences.

Expériences similaires

- Expérience dans le domaine de la protection des plantes et/ou de l'instruction de dossiers réglementaires,
- Activité en lien avec l'application d'une réglementation agricole.

Compétences

- Autonomie et rigueur, esprit critique, réactivité et sens de l'organisation,
- Capacité d'analyse et de synthèse,
- Connaissances techniques et/ou règlementaires dans les domaines des produits phytopharmaceutiques et/ou des matières fertilisantes et supports de culture,
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale,
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale),
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur).

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 26 mars 2018

Renseignements sur le poste : Claude VERGNET (claude.vergnet@anses.fr, tel. 01 49 77 21 77)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-026 à :** recrutement@anses.fr

Date : 05/03/2018

Poste à pourvoir	**Chargé de projet scientifique et technique en virologie aviaire (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de 24 mois, détachement ou affectation**
Localisation	**Ploufragan (22)**
Prise de fonction	**Juin 2018**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de Ploufragan-Plouzané, site de Ploufragan Unité Virologie Immunologie Parasitologie Aviaires et Cunicoles (VIPAC)
Missions / contexte	L'Unité Virologie Immunologie et Parasitologie Aviaires et Cunicoles (VIPAC) exerce des activités de recherche/développement, d'appui scientifique et technique et d'expertise dans le domaine des maladies virales et parasitaires des volailles et des lagomorphes. Elle est Laboratoire National de Référence (LNR) pour l'influenza aviaire et la maladie de Newcastle et laboratoire international de référence (OIE) pour la bursite infectieuse aviaire et la rhinotrachéite de la dinde. L'unité travaille également de façon importante sur les caliciviroses des lagomorphes, les coronavirus et les coccidioses aviaires et peut être amenée à travailler sur de nouveaux sujets émergents. L'équipe est composée de 29 personnes dont 26 dans le bâtiment de virologie, parmi lesquelles 14 participent aux activités sur l'influenza aviaire et la maladie de Newcastle.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité responsable des recherches sur l'influenza aviaire et la maladie de Newcastle et du responsable du LNR correspondant, en lien avec les autres scientifiques travaillant sur ces thématiques, le (la) scientifique recruté(e) *i)* contribue à conduire un projet de recherche finalisée dans le cadre d'un projet européen portant sur la validation d'une méthode diagnostique de l'influenza aviaire et *ii)* contribue à encadrer le personnel technique travaillant sur ce projet.

Activités

- Mener et encadrer une activité de recherche finalisée en virologie aviaire classique et moléculaire, dans le cadre d'un projet européen conduit au sein de l'équipe chargée des travaux sur les virus influenza aviaires, en respectant les procédures qualité mises en place ainsi que les contraintes en matière de biosécurité, d'hygiène et sécurité, de fiabilité et de confidentialité ;
- Organiser avec les scientifiques de l'unité ayant l'expérience de cette activité les validations interne (par comparaison avec les méthodes moléculaires officielles) et externe (organisation d'un essai inter-laboratoire au format ISO17043) de la méthode évaluée. ;
- Participer sous la conduite du responsable de la thématique à l'entretien des partenariats avec les autres instituts et laboratoires français ou étrangers partenaires du projet ;
- Analyse et mise en forme des résultats du projet, préparation des bilans et remise des livrables en conformité avec le programme du projet ;
- Contribution à la valorisation des résultats obtenus par la publication dans des revues scientifiques internationales et nationales, participation aux congrès internationaux et nationaux pour contribuer au rayonnement du projet ;
- Participer aux expérimentations animales nécessaires pour ses recherches (préparation de matériaux de référence) ;
- Contribuer aux activités d'intérêt général dans l'unité VIPAC, dont les activités en lien avec l'assurance qualité ;
- Participer aux travaux de l'unité en cas de crise sanitaire nécessitant la mobilisation de tout le potentiel scientifique de l'unité.

Conditions particulières

Travail en laboratoire confiné L2 et L3 : changement de vêtements obligatoire.
Expérimentation animale (confinements A2 ou A3) sur volailles essentiellement.
Mobilisation possible en cas d'urgence sanitaire

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Minimum Bac +3 à Bac+8 - Doctorat en virologie et autorisation d'expérimenter sur animaux vivants appréciés

Expériences similaires

- Expérience préalable réussie (dans un contexte doctoral ou post-doctoral) de la conduite de projet en virologie moléculaire, de préférence en mode projet et dans le contexte d'un programme européen.

Compétences

- Connaissances scientifiques et techniques en virologie classique et moléculaire ;
- Connaissance de la thématique ciblée ;
- Capacité d'organisation ;
- Capacité d'intégration au sein d'une équipe ;
- Capacité de communication et d'échange avec les collègues ;
- Niveau autonome en anglais parlé et écrit exigé (projet européen) ;
- Maîtrise des différentes formes de communication scientifique ;
- Sens des responsabilités, aptitude à rendre compte ;
- Connaissance du travail sous assurance qualité (ISO17025 et/ou ISO17043) ;
- Connaissance de la conduite en mode projet et du fonctionnement des programmes européens.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 26 mars 2018

Renseignements sur le poste : Ghislaine LE GALL (Ghislaine.LEGALL-RECULE@anses.fr), ou Nicolas ETERRADOSSI (nicolas.eterradossi@anses.fr (02 96 01 62 22)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-025 à :** recrutement@anses.fr

Date : 14/03/2018

Poste à pourvoir	**Gestionnaire administratif de Laboratoires de référence de l'Union européenne (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3 ou agent titulaire de catégorie B**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public d'une durée de 36 mois.**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITE D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de sécurité des aliments (LSAl), site de Maisons-Alfort / Service des Affaires Générales (SAG)

Missions / contexte

Le laboratoire de sécurité des aliments de l'Anses assume deux mandats de Laboratoire de référence de l'Union européenne (LRUE) pour les staphylocoques à coagulase positive et *Listeria monocytogenes*.
Dans ce cadre, il mène des travaux scientifiques et techniques de laboratoire, anime des réseaux scientifiques constitués par les représentants des laboratoires nationaux de référence (LNR) des différents pays européens, et assure un appui scientifique et technique à la Direction Générale Santé et Sécurité alimentaire (DG SANTE) de la Commission européenne.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Gestion et appui administratif aux deux LRUE du laboratoire.

Sous la responsabilité du chef de service, le/la gestionnaire devra assurer auprès des responsables scientifiques concernés la gestion et la rédaction des actes administratifs ou de gestion courante, dans le respect des règles et des procédures applicables à un établissement public administratif et aux subventions européennes. Recueillir, traiter les informations nécessaires et assurer le suivi des dossiers.

Activités

Activités principales :

- Gérer et instruire les dossiers relatifs aux conventions avec la DG SANTE :
  - Participer à l'élaboration annuelle ou pluriannuelle des budgets des LRUE concernés, donnant lieu à des subventions de la DG SANTE ;
  - Mettre en œuvre le suivi financier (éligibilité des dépenses, niveau de consommation des subventions, reporting) ;
  - Etablir les rapports financiers et recueillir les pièces nécessaires ;
  - Produire les éléments d'informations demandés par la DG SANTE.

- Organiser les ateliers européens annuels :
  - Organiser la logistique (réservations, convocation des participants,…) ;
  - Présenter, diffuser et expliquer les règles d'éligibilité des dépenses auprès des participants ;
  - Accueillir les participants et assurer le bon déroulement des ateliers ;
  - Collecter et vérifier les pièces justificatives de frais de déplacements des participants en vue de leur remboursement ;
  - Réaliser et suivre les bons de commande de fonctionnement et d'investissement
  - Effectuer les demandes de paiement

- Participer aux actions de communication :
  - Contribuer à mettre à jour les sites internet des deux LRUE, ainsi que le site intranet du laboratoire.

Activités secondaires :

Participer à la gestion administrative des laboratoires du site de Maisons-Alfort (Laboratoire de sécurité des aliments et Laboratoire de santé animale), notamment contribuer à la gestion des missions et des commandes.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

Minimum BAC, BAC+2 souhaité (BTS gestion administrative)

Expériences similaires

Expérience souhaitée dans le domaine de la gestion de conventions européennes

Compétences

- Anglais lu, écrit et parlé
- Utilisation des logiciels bureautiques (en particulier EXCEL) et d'une suite logicielle administrative spécifique
- Aptitudes relationnelles
- Travail en équipe
- Capacité d'adaptation et de réactivité.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 5 avril 2018

Renseignements sur le poste : Nathalie BONGOUA (Cheffe du SAG, nathalie.bongoua@anses.fr, tél : 01 49 77 27 08) ou Adrien ASSERE (responsable-adjoint des LRUE, Laboratoire de sécurité des aliments, adrien.assere@anses.fr, tél : 01 49 77 27 49).

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-030 à :** recrutement@anses.fr

Date : 14/03/2018

Poste à pourvoir	**Gestionnaire administratif (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3 ou agent titulaire de catégorie B**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public d'une durée de 36 mois**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction des laboratoires de sécurité des aliments et de santé animale Services des affaires générales
Missions / contexte	Le service des affaires générales est en charge de gérer et organiser les activités administratives et financières du laboratoire de sécurité des aliments, site de Maisons-Alfort et du laboratoire de santé animale. L'équipe est composée de 8 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous la responsabilité du chef de service, le/la gestionnaire aura pour mission le traitement, le suivi, et la gestion des ordres de mission des laboratoires du site d'Alfort. Il/elle organisera un suivi rigoureux des déplacements des agents des deux laboratoires et prendra en charge les dossiers des états de frais.
Il/elle organisera l'accueil des participants européens aux formations délivrées dans le cadre des projets européens, ainsi que la passation des commandes qui en découlent.

Activités

A ce titre, il/elle devra :

Activités principales :

- Suivi des ordres de mission des agents (vérification de la complétude du dossier, envoi au service Déplacements, établissement états de frais…), outil GFD
- Passation et gestion des commandes, outil QUALIAC
- Réceptionner et contrôler les pièces justificatives
- Développement et amélioration d'outils de reporting des missions des deux laboratoires, participation à la mise en place d'indicateurs sur le suivi des déplacements
- Mise à jour de Projéo, progiciel de suivi des activités des agents de l'Anses.
- Gestion des déplacements sur les projets européens (prise de billets, hébergement, échanges avec les participants européens, accueil et organisation de leur formation…)

Activités secondaires : Organiser les ateliers européens annuels

- Organiser la logistique (réservations, convocation des participants,…) ;
- Présenter, diffuser et expliquer les règles d'éligibilité des dépenses auprès des participants ;
- Accueillir les participants et assurer le bon déroulement des ateliers ;
- Collecter et vérifier les pièces justificatives de frais de déplacements des participants en vue de leur remboursement ;
- Réaliser et suivre les bons de commande de fonctionnement et d'investissement
- Effectuer les demandes de paiement

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+2 en gestion administrative souhaité
Minimum Bac

Expériences similaires :
- Expérience appréciée en gestion administrative, organisation de missions

Compétences
- Maitrise des outils de bureautique (Word, Excel)
- Pratique courante de la langue anglaise souhaitée
- Organisation et rigueur, sens pratique
- Autonomie et réactivité
- Goût du travail en équipe
- Appétence pour l'utilisation d'outils informatiques

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 5 avril 2018

Renseignements sur le poste : Nathalie BONGOUA, Responsable administratif et financier,
nathalie.bongoua@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-031 à :** recrutement@anses.fr

Date : 14/03/2018

Poste à pourvoir	**Chargé de projet base de données au sein du service des systèmes d'information des produits réglementés (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public d'une durée de 24 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Service des systèmes d'information des produits réglementés

Missions

Sous la direction de la directrice générale délégué aux produits réglementés, le service des systèmes d'information des produits réglementés (SSIPR) assure les différentes missions d'assistance à maitrise d'ouvrage au profit de l'ensemble des entités impliquées dans le champ des produits réglementés afin qu'elles disposent des systèmes d'information performants permettant à l'Anses d'atteindre ses objectifs stratégiques. Le SSIPR est en charge de la définition et de la mise en œuvre de la stratégie d'évolution du SIPR.
Le SSIPR assure le pilotage des projets SI, la continuité de fonctionnement et le support utilisateur sur l'ensemble du parc applicatif des produits réglementés.

La DEPR évalue, selon la réglementation en vigueur, les risques liés aux intrants du végétal (produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives) et les produits biocides, avant la délivrance par l'ANSES des autorisations de mise sur le marché.

La DAMM est chargée d'instruire les décisions d'autorisation, de modification et de retrait de mise sur le marché des produits mentionnés, de mettre en place les activités d'inspection et de contrôle et d'animer le comité de suivi des AMM.

Les activités dans le champ des intrants du végétal et biocides reposent sur des systèmes d'information complexes.

La maitrise d'œuvre des systèmes d'information et le pilotage des prestataires informatiques sont assurés par la Direction Technique et Informatique (DTI).

Contexte

Le SSIPR a prévu de mettre en place des actions de correction, de complétude et de mise sous contrôle des données de l'application TOP (Traçabilité et Optimisation des Processus) nécessaires à un pilotage rigoureux de l'activité d'évaluation et de gestion des demandes d'autorisation de mise sur le marché des intrants du végétal.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous la responsabilité du chef du SSIPR (Service des systèmes d'information des produits réglementés), le chargé de projet base de données aura pour missions principales :

- La prise en charge des travaux relatifs à l'analyse, la correction et la complétude de données nécessaires au bon fonctionnement de l'activité d'évaluation et de gestion des demandes d'autorisation de mise sur le marché des intrants du végétal ;
- La définition et la mise en œuvre des actions relatives aux taches de data-management pour les différents champs des produits réglementés ;

Activités

1/ Analyse, correction et complétude de données :
Sous l'encadrement fonctionnel du chef de projet « Fiabilisation des données de l'application TOP », le chargé de projet base de données assurera les actions suivantes :

- Identifier les données incohérentes ou manquantes suivant des règles définies
- Analyser et restituer de manière synthétique les cas problématiques et définir les plans d'action
- Compléter les données via une récupération d'informations à partir des sources externes (Excel).
- Construire les fichiers de reprise selon des formats appropriés.
- Saisir les données dans l'IHM de l'application TOP.

2/ Data Management
Le chargé de projet base de données aura aussi pour missions l'élaboration et la mise en œuvre des procédures relatives aux tâches de data-management :

- Développer la transversalité, la mutualisation et le partage des données afin de favoriser l'amélioration de la connaissance et la performance des processus internes.
- Évaluer la qualité des données et en restituer les résultats
- Organiser et faciliter l'accès aux données
- Participer aux opérations d'administration, de modélisation et d'architecture de données
- Faire des recommandations sur les bases de données (à consolider, modifier, rapatrier, externaliser, internaliser, etc.)

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 4 (maitrise en statistique, informatique décisionnelle, data manager) avec une forte inclination aux outils informatiques de gestion et d'analyse de données ; BAC+3 minimum

Expériences similaires

- Une expérience significative dans la manipulation et le traitement en masse de données est requise
- Une expérience dans le domaine des produits phytopharmaceutiques serait un plus

Compétences

- Connaissance informatique des outils tels que les bases de données pour la gestion d'un grand volume d'information (Access, Macro Excel, etc.)
- Connaissance du langage de requêtes de type SQL
- Une connaissance du logiciel Business Object serait un plus
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Facilité à travailler en mode projet et en équipe.
- Rigueur et esprit critique

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 5 avril 2018

Renseignements sur le poste : Hamid AISSAT (hamid.aissat@anses.fr : 01 56 29 16 00)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-032 à :** recrutement@anses.fr

Date : 14/03/2018

Poste à pourvoir	**Chargé de projet de recherches – biocides (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 12 mois**
Localisation	**Fougères**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Le laboratoire de Fougères compte une soixantaine d'agents et comprend 4 unités : Analyse des Résidus et Contaminants (ARC), Toxicologie des contaminants (TC), Expérimentation, Modélisation et Analyse de Données (EMAD) et Antibiotiques, Biocides, Résidus et Résistance (AB2R). Il mène des activités de recherche et de référence sur plusieurs types de dangers chimiques et biologiques pouvant affecter la sécurité des aliments et la qualité des aliments. Il détient plusieurs mandats de référence en tant que Laboratoire National de Référence (LNR) pour les résidus de médicaments vétérinaires, Laboratoire de Référence de l'Union Européenne (LR-UE) pour les résidus d'antibiotiques et de colorants, et LNR pour la résistance aux antibiotiques.

Missions / contexte

L'équipe est composée de 12 agents. L'unité exerce ses compétences dans le domaine de l'analyse physico-chimique des contaminants organiques appliquée à la sécurité chimique des aliments et à la caractérisation de l'exposition humaine aux résidus issus de l'usage des médicaments vétérinaires et des biocides. Elle assure les activités liées au mandat de Laboratoire de Référence de l'Union Européenne (résidus d'antibiotiques dans les denrées d'origine animale) et de mandat de Laboratoire National de Référence sur les résidus de médicaments vétérinaires.

Ses activités de recherches vise à développer de nouveaux outils d'analyse, notamment des approches non ciblées de type métabolomique pour identifier des marqueurs d'exposition, à étudier le devenir de substances chimiques dans les organismes vivants et à évaluer les risques liés à l'usage de ces produits.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du Chef d'unité, le chargé de projet de recherches sur les biocides désinfectants aura en charge de développer la thématique scientifique pour cette classe de substances. Il aura à développer les partenariats scientifiques sur cette thématique au sein de l'agence et avec les partenaires extérieurs

Activités

- Proposer des projets de recherches sur le devenir de ces substances dans les productions de denrées d'origine animale pour mieux caractériser le danger et évaluer l'exposition des consommateurs
- Rechercher les financements et développer les partenariats stratégiques dans ce domaine
- Répondre aux appels d'offre de programme de recherches.
- Diriger des projets de recherches nationaux et /ou européens
- Former par la recherche des étudiants en master et thèses sur cette thématique
- Développer le partenariat scientifique afin d'étudier la relation entre exposition et évolution des microbiotes avec des équipes de recherches complémentaires
- Développer la reconnaissance scientifique du laboratoire sur cette thématique par les publications et communications scientifiques sur le sujet au niveau national et international
- Apporter son soutien à l'évaluation du risque par des activités d'expertises

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Formation ingénieur agro-alimentaire, pharmacien, vétérinaire ou équivalent requis
Thèse d'université souhaitée, minimum BAC +3

Expériences similaires

- Expérience appréciée dans le domaine des produits biocides désinfectants
- Expérience indispensable dans le montage et le pilotage de projets de recherches collaboratifs
- 5 à 10 ans d'expériences de recherches en lien avec l'évaluation des risques sanitaires dans le domaine agro-alimentaire
- Une première expérience en santé publique dans l'évaluation des risques et des dangers chimiques est souhaitée
- Expérience souhaitée dans la direction de projet de recherche.

Compétences

- Compétences scientifiques et/ ou techniques dans le domaine des sciences analytiques
- Connaissances scientifiques dans le domaine des substances à activité antimicrobienne
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Capacité dans le management de projets
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale)
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office)
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique,
- Force de proposition

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 5 avril 2018

Renseignements sur le poste : Dominique PESSEL dominique.pessel@anses.fr au 02 99 17 27 42

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-029 à :**recrutement@anses.fr

Date : 14/03/2018

Poste à pourvoir	**Technicien de laboratoire analyste en physico-chimie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public d'une durée de 12 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Juin 2018**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de Sécurité des Aliments, site de Maisons-Alfort Département Contaminants Chimiques des Aliments Unité Pesticides et Biotoxines Marines
Missions / contexte	Le laboratoire de sécurité des aliments intervient sur les dangers biologiques et chimiques pouvant affecter la sécurité sanitaires des aliments. Il participe, dans son domaine d'intervention, à l'accomplissement des missions de référence, de recherche, d'expertise, d'épidémiologie, de veille scientifique et technique de l'Agence. L'unité, constituée de 16 personnes, est chargée de l'étude de la contamination des chaînes alimentaires de l'homme par certains pesticides et biotoxines marines. L'unité possède trois mandats de Laboratoire National de Référence (LNR) sur les thématiques suivantes ; résidus de pesticides dans les denrées animales et d'origine animale, résidus de pesticides par méthode monorésidus dans l'ensemble des matrices alimentaires et biotoxines marines. L'Unité dispose d'une plateforme analytique comprenant des systèmes de chromatographie liquide avec détection en UV ou en fluorescence (HPLC-UV, HPLC-FD) et des systèmes de chromatographie liquide/gazeuse couplés à la spectrométrie de masse (LC-MS/MS Triple quadrupole, LC-Q/TOF, LC-Q/trap, GC-MS/MS Triple quadrupole).

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité hiérarchique du Chef de projet et du Chef d'unité, et en lien avec le responsable d'équipe, le technicien devra s'impliquer de façon dynamique dans les activités analytiques de référence et de recherche de l'unité.

L'activité de l'agent s'inscrit dans le cadre du projet ANR INSSICCA (Stratégies innovantes pour sécuriser les systèmes d'élevage dans les zones contaminées par la chlordécone, http://www.agence-nationale-recherche.fr/Projet-ANR-16-CE21-0008).
Ainsi, l'agent devra réaliser les missions spécifiques suivantes :

Activités

- Suivre diverses formations internes au laboratoire (qualité, sécurité, protocoles analytiques etc…)
- Réaliser des extractions solides/ liquides suivant divers protocoles, dont le protocole QuEChERS
- Analyser les extraits par HPLC-MSMS afin de détecter et de quantifier la chlordécone et ses métabolites
- Réaliser le traitement statistique et la synthèse des résultats
- Participer à l'entretien et la maintenance des appareillages du laboratoire
- Participer au bon déroulement de la vie du laboratoire (qualité, hygiène et sécurité, maintenance du parc instrumental…)

Conditions particulières

Aucune contradiction médicale pour les activités de laboratoire en chimie-analytique (manipulation de solvant organiques, ports de gants, ports de masque, …)

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC à BAC + 3 en chimie analytique

Expériences similaires

- Une expérience en chromatographie liquide couplée à la spectrométrie de masse est indispensable
- Une expérience en laboratoire dans le domaine des pesticides ou/et des biotoxines marines serait appréciée.

Compétences

- Connaissances des appareillages et techniques de laboratoire (Rotavap, centrifugeuses, SPE, …),
- Bonnes connaissances pour l'utilisation et la maintenance des appareils de chromatographie en phase liquide couplée à la spectrométrie de masse,
- Connaissance des logiciels bureautiques (traitement de texte, tableur, …),
- Capacité rédactionnelle et de synthèse,
- Aptitude au travail en équipe,
- Bonne organisation, rigueur, esprit critique,
- Sensibilité à la politique d'assurance qualité et aux règles d'hygiène et de sécurité au laboratoire

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 5 avril 2018

Renseignements sur le poste :

- Julien PARINET, julien.parinet@anses.fr
- Gwenaëlle LAVISON-BOMPARD, gwenaelle.lavison-bompard@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-034 à :** recrutement@anses.fr

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT
Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales
Service de la contractualisation et de l'assistance technique (SCAT)

2 rue du Maupas – 87000 LIMOGES

CHEF DE SERVICE (H/F)
CONTRACTUALISATION ET ASSISTANCE TECHNIQUE

N° du poste : 18365 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	**Groupe RIFSEEP : 2**
Poste vacant **Date limite de candidature : 5 avril 2018**	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de service et de paiement est un établissement public pluri-ministériel, fort de plus de 2000 collaborateurs. Il est l'un des premiers opérateurs de l'Etat en termes de budget géré (plus de 19 milliards d'euros) et le principal payeur des aides à l'emploi dans le domaine des contrats aidés et le premier payeur européen d'aides agricoles. La Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales (DIREEPS) assure la mise en œuvre opérationnelle des politiques publiques confiées à l'ASP dans les domaines de l'Environnement, de l'Emploi et des Politiques Sociales. Ses équipes assurent également la maîtrise d'ouvrage déléguée du système d'information pour la gestion des programmes européens, ainsi que des missions d'assistance technique sur les fonds européens. Le service de la contractualisation et de l'assistance technique intervient dans l'ingénierie de mise en œuvre et le pilotage de politiques publiques nationales et européennes. En veille constante sur les politiques publiques, il coordonne les offres de service de l'Agence pour proposer une mise en œuvre qui tient compte des besoins des donneurs d'ordre et des évolutions attendues par les usagers. Il suit les engagements inscrits dans les supports contractuels en termes de service rendu et d'équilibre financier. Il assure également une assistance à maîtrise d'ouvrage auprès des pilotes du programme européen sur le Réseau Rural National.
Objectifs du poste	Le titulaire assurera la fonction de chef de service en charge de la contractualisation et de l'assistance technique. A ce titre il a en charge l'organisation et le management opérationnel des équipes et des activités sous sa responsabilité.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	– Animer et superviser les équipes, assurer le recrutement des agents, les accompagner dans leurs carrières (accueil des nouveaux arrivants, entretiens d'évaluation, formation, …) – Elaborer et conduire des projets du service dans la lignée des orientations de la Direction : élaborer des plans d'actions annuels dans le cadre des conventions signées avec les donneurs d'ordre : budget, planification des activités, ajustement de la charge, organisation des équipes – Assurer le lien entre la mise en œuvre des activités et le cadre budgétaire et financier en vigueur dans l'établissement,

	– Participer à des groupes de travail, animer des réunions – Assurer le relationnel et la représentation de l'établissement dans des réunions avec les donneurs d'ordre nationaux (jusqu'à des niveaux Direction générale) – Alimenter les travaux prospectifs pour le service et pour l'établissement, en particulier sur l'offre de service – Dans le cadre de prestations confiées au service par des donneurs d'ordre extérieurs, piloter des prestataires selon les principes de la commande publique et dans le respect de la délégation de signature	
Champ relationnel du poste	Le (la) titulaire sera en contact avec les donneurs d'ordres et partenaires . Il pilote les prestataires de son champ d'activité. Il (elle) sera relation avec les directions de l'établissement (en particulier la Direction financière, la Direction des opérations et de la performance, la DRH, l'Agence comptable,…), et les directions régionales de l'établissement.	
Compétences liées au poste	**Savoir-faire** - Capacité d'organisation, de pilotage - Réactivité - Gestion des relations externes - Animation d'équipe - Capacité à mobiliser et valoriser les compétences - Animation de réunions et groupes de travail - Rendre compte et capacité d'alerte - Gérer et administrer les processus RH Fédérer, faire preuve de leadership - Utiliser les outils informatiques de gestion	**Connaissances** - Connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux (maîtrise des dépenses publiques, réforme de l'Etat) - Connaissance transversale des réglementations et des circulaires relatives aux fonctions exercées - Connaissance des logiciels de gestion spécifiques (Facturation, RH, …) - Connaissance des principes techniques des différents types de dossiers gérés : aides européennes et nationales -
Personnes à contacter	- Madame Sophie Chaize-Pingaud – DIREEPS- Directrice- sophie.chaize-pingaud@asp-public.fr - Tél. : 05 55 12 04 47 - Monsieur Nicolas Lebraud – DRH – Conseiller mobilité carrière et formation - mobilite@asp-public.fr – tel : 05 55 12 00 64	

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Agence de Services et de Paiement
Direction Régionale Grand Est
Site de Strasbourg
8 rue Sainte-Marguerite
67081 Strasbourg cedex

Directeur régional délégué (H/F)

N° du poste : 18366 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel poste catégorie A : 3	**Groupe RIFSEEP : 1**
Poste vacant / SREPES **Date limite de candidature : 29/03/2018**	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. La Direction régionale Grand Est intervient sur tout le territoire régional Grand Est (Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine). Son effectif est de 88 agents titulaires réparti à Nancy siège de la DR (48) et deux sites : Strasbourg (18) et Châlons-en-Champagne (22). Son périmètre d'action se divise en deux grands domaines d'activité : la Formation professionnelle-Emploi-Insertion-aides économiques et Agriculture : développement rural et Contrôles. L'activité Formation professionnelle-Emploi-Insertion-aides économiques est réalisée sur les trois sites de la DR avec un effectif d'environ 40 agents titulaires et des vacations en fonction de l'activité.
Objectifs du poste	Le Directeur régional délégué exerce sous l'autorité du directeur régional la responsabilité du domaine Formation professionnelle-Emploi-Insertion-aides économiques. Il est responsable du site de Strasbourg.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Management - Représenter l'établissement à l'externe et l'interne - Porter et faire connaitre les orientations stratégiques de la direction générale au niveau régional - Partager l'animation du comité de direction - Encadrer les agents, fixer les objectifs et les priorités, mettre en place et en œuvre les processus d'animation, de pilotage, de supervision et d'évaluation des résultats et de la performance de son domaine de compétences - Etre garant de la diffusion et de la bonne mise en œuvre des orientations, méthodes, outils et processus de l'agence notamment en matière de contrôle interne. - Etre force de proposition notamment pour améliorer le fonctionnement interne de la direction régionale et son efficience. Gestion du site - Assurer la gestion de la sécurité du site - Etre garant de la bonne gouvernance du site dont le dialogue social - Etre force de proposition pour l'optimisation des ressources du site

<table>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Interne : Direction Générale - Secrétariat Général- Directions métiers :DIREEPS, directions régionales

Externe : services de l'Etat et déconcentrés des ministères en charge de l'emploi, du travail, de l'insertion, de la jeunesse et en charge de l'environnement, collectivités territoriales, établissements et opérateurs publics Pôle emploi, Missions Locales…</td></tr>
<tr><td rowspan="3">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td rowspan="2">- Connaissances solides en droit, économie

- Connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux,

- Connaissance de l'organisation et du fonctionnement de l'Etat, des collectivités territoriales, des modes de fonctionnement des structures administratives au plan européen, national, régional et de leurs règles.

- Règles de gestion comptable et budgétaire,

- Techniques de management, méthodes et techniques de pilotage, gestion du dialogue social, règles d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.</td><td>Manager des équipes :

déléguer,
contrôler,
évaluer et arbitrer,
travailler en équipe et en transversalité, rendre compte,
capacité d'analyse et de synthèse, prendre des décisions dans un système complexe,
communiquer pour expliquer le sens de l'action,
expression orale et écrite,
être force de propositions,
accompagner et conduire le changement.</td></tr>
<tr><td>Savoir-être</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">- Monsieur Stéphane Le Moing, Président-Directeur Général de l'ASP,
- Monsieur François Projetti, Directeur Général délégué
- Madame Claire Vincenti, Secrétaire Générale – tél : 05 55 12 00 27 - claire.vincenti@asp-public.fr
- Monsieur Fabrice DROUHOT, Directeur régional Grand Est– tél : 03 83 17 86 01 - fabrice.drouhot@asp-public.fr
- Monsieur Olivier Lacombe, Directeur des Ressources Humaines – tél.: 05 55 12 00 53 - olivier.lacombe@asp-public.fr
- Madame Patricia Belhadj, conseillère carrière-formation - tél : 05 55 12 00 36 - patricia.bel-hadj@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation

FranceAgriMer (siège)

12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex

Direction des Interventions / Service Programmes Opérationnels et Promotion / Unité Promotion

Emploi : adjoint au chef d'unité

N° appel à candidature : 180206	**Catégorie : A/A+**
Cotation parcours pro. : 2	**Cotation part fonction IPF : 3**
Poste vacant	**Localisation : Montreuil (93) – Proche métro ligne 1 Saint Mandé**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Ses principales missions consistent à : - favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche, - assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique, - mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, - gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens. Dans le cadre de la politique agricole commune (PAC), la direction des interventions de FranceAgriMer a en charge différents dispositifs d'aide à la promotion. L'unité promotion, composée de 35 personnes, assure ainsi la mise en œuvre du dispositif d'accompagnement des viticulteurs et des négociants dans leur développement commercial à l'export, mais également du dispositif de promotion générique pour toutes les filières agricoles.
Objectifs du poste	En lien direct avec le chef d'unité, le titulaire du poste organise et coordonne l'action des agents de l'unité pour la mise en œuvre opérationnelle des dispositifs de promotion.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	• Anticiper et préparer, en liaison avec le chef d'unité et les responsables de pôle de l'unité, la gestion des mesures et le paiement des aides • Coordonner le développement et les évolutions des outils informatiques permettant de gérer les dispositifs de promotion • Coordonner et organiser la mise en œuvre de ces mesures avec les autres services de l'établissement • Organiser et suivre le déroulement des opérations administratives, l'instruction, la supervision et l'ordonnancement des montants à payer • Garantir le respect des procédures et obligations réglementaires • Participer aux travaux sur les évolutions réglementaires nationales ou communautaires avec le MAA et les représentants de la filière • Répondre aux missions de contrôles internes et externes, aux demandes du ministère ou de l'UE
Champ relationnel du poste	• Au sein de FranceAgriMer : service des contrôles, agence comptable, service informatique • Entreprises et interprofessions agricoles demandeurs de l'aide à la promotion • Ministère de l'agriculture et de l'alimentation • Corps de contrôle et de certification

	Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise
Compétences requises pour le poste	• Connaissance des grands principes du droit européen	• Capacité à manager une équipe • Maîtrise des outils bureautiques • Conduite de projet • Rigueur dans la conception et la mise en œuvre de procédures • Capacité à respecter les délais • Esprit de synthèse
Personnes à contacter	Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels et promotion ☎ : 01 73 30 29 80 ✉ : thierry.janvier@franceagrimer.fr Lucilia MASSON, chef de l'unité promotion ☎ : 01 73 30 22 02 ✉ : lucilia.masson@franceagrimer.fr Williams CAMPOS SUAREZ, adjoint à la cheffe du service des ressources humaines ☎ : 01.73.30.22.66 - mobilite@franceagrimer.fr	

Date limite de dépôt de candidature : Vendredi 23 mars 2018

Juriste ressources humaines (f/h)

Antony (92)

BAP : J – Gestion et pilotage
Emploi-type : Chargé-e des affaires juridiques - J2F53

Type de recrutement:

- Mobilité ouverte aux fonctionnaires dans un corps d'ingénieur d'études ou équivalent

Description du poste

Irstea, Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture, est engagé sur 3 défis sociétaux, la gestion durable des eaux et des territoires, les risques naturels et la qualité environnementale. Bien inséré dans le paysage de la recherche française et européenne, il mène ses recherches en appui aux politiques publiques et en partenariat avec les industriels. Il emploie 1550 personnes réparties sur 9 implantations en France.

Rattachée à la présidence, la direction des affaires juridiques (DAJ) assure, pour l'ensemble de l'établissement, une mission générale de conseil, d'expertise, de veille juridique et de défense de l'institut. Elle gère la production, l'élaboration et assure le suivi de la réglementation interne de l'institut y compris en matière de réglementation statutaire et des personnels (de tous statuts) ; elle édicte et assure le suivi des délégations et des mandats en vigueur dans l'institut ; propose et supervise les modalités juridiques de la participation de l'institut aux structures dotées de la personnalité morale ; organise et supervise les élections professionnelles. La DAJ assure le secrétariat du conseil d'administration et du comité d'éthique de l'institut.

Au sein de la DAJ et sous l'autorité de son directeur, vous contribuerez directement à la mission que porte la direction pour l'ensemble de l'institut dans le domaine de la réglementation des ressources humaines, en appui en premier lieu à la direction des ressources humaines et des relations sociales, mais aussi aux directions fonctionnelles et régionales.

Vous apporterez ainsi votre expertise pour toute question juridique relative aux personnels d'Irstea, participerez à l'instruction des dossiers transversaux (statutaires, indemnitaires, etc...) et assurerez la veille réglementaire associée. Vous élaborerez des modèles et contrats-type, et rédigerez des notes d'analyse, de synthèse et d'information. En tant que de besoin, vous serez amené-e à participer en qualité d'expert aux instances compétentes à l'égard des personnels (CAP, CT, CHSCT…).

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A, vous connaissez le droit communautaire et maîtrisez également le droit du travail. Vous disposez d'une bonne connaissance du fonctionnement et de l'organisation de la recherche publique en France, et plus globalement du système européen de la recherche (EER).
Vous savez analyser et appliquer des textes législatifs ou réglementaires nationaux, la réglementation communautaire et la jurisprudence.
Vous savez apprécier et évaluer un risque juridique, préparer et rédiger un argumentaire.
Vous disposez de réelles aptitudes à la confidentialité et au travail en équipe, d'un sens de l'organisation et d'une grande rigueur, ainsi que des qualités relationnelles et rédactionnelles.
Vous maîtrisez les outils bureautiques.

Contraintes/ remarques

- **conditions et environnement de travail :**

Le poste à pourvoir nécessite un travail prolongé sur écran, des horaires réguliers et des déplacements dans les locaux.

- **Accessibilité :**

Vous disposerez d'un bureau individuel. Les bureaux situés au 1er étage d'un bâtiment ne disposent pas d'accès aux personnes à mobilité réduite.

Pour en savoir plus

Pascal ODOT – Directeur des affaires juridiques – 01 40 96 61 37

Pour postuler

Inscrivez-vous sur la plateforme de réception des candidatures avant le 12 avril 2018 en joignant vos CV et lettre de motivation l'adresse suivante :
http://www.irstea.fr/nous-rejoindre/mobilite-et-recrutement-handicap/candidature

Pour plus d'infos : http://www.irstea.fr / rubrique "Nous rejoindre"

ONCFS **13/03/2018**
Avis n°18-33-DRH

AVIS D'EMPLOI SUSCEPTIBLE D'ETRE VACANT, à pourvoir en mai 2018
A pourvoir par voie de mutation interne ou en position normale d'activité

Catégorie :	Catégorie A
Fonction :	Chef(fe) du département action sociale (F/H)
Affectation :	Direction des ressources humaines – Département action sociale
Résidence administrative :	Paris 17ème – Non logé

La politique des ressources humaines de l'ONCFS
vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr

Il est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales).

L'équipe de la Direction des ressources humaines (DRH) traite de l'ensemble des sujets relatifs à la gestion du personnel, des emplois et des compétences. Elle est composée notamment :
- d'un département action sociale,
- d'un département formation,
- d'un département du personnel.

Le Département action sociale est composé de 5 agents, dont un Adjoint au chef de département.

Il assure la gestion des dossiers touchant au suivi médical individuel et collectif du personnel ainsi qu'aux positions administratives et congés statutaires prévus par les textes, en lien avec l'état de santé.

Il assure par ailleurs la gestion des accidents de service des personnels fonctionnaires et le suivi budgétaire des frais médicaux en découlant.

Il collabore aux dossiers relatifs à l'hygiène et à la sécurité au sein de l'Etablissement.

Il assure la mise en œuvre de l'action sociale au profit des agents (prestations d'action sociale, chèques vacances, chèques déjeuner, CESU…).

Il gère à ce titre les dossiers d'indemnisation du chômage des agents non permanents et assure par ailleurs un rôle de conseil auprès des personnels en matière de retraite.

Description de l'emploi

Sous l'autorité de la Directrice des ressources humaines, assure le pilotage et la mise en œuvre de la politique en matière d'action sociale et encadre l'équipe du Département action sociale, en liaison avec un Adjoint.

Activités principales

- **Pilotage et mise en œuvre de la politique d'action sociale**
  - Participer à la définition des orientations en matière d'action sociale.
  - Piloter les projets à enjeux du Département (négociation de convention, mise en place de nouveaux dispositifs, développement de partenariats, projets de mutualisation…).
  - Assurer la prise en charge des dossiers complexes et/ou sensibles.
  - Elaborer des directives (circulaires, procédures…) et des documents types.
  - Manager l'équipe du Département action sociale.
  - Organiser et déléguer les missions particulières, piloter les opérations de gestion du Département, superviser les dossiers (maladie, maternité, accidents du travail, suivi médical des agents, chômage…).
  - Impulser et accompagner une démarche de modernisation et la rationalisation des procédures.
  - Assurer la gestion de proximité en veillant à la mise en œuvre du dialogue social auprès des personnels du Département.
  - Superviser la gestion du budget du Département.
  - Analyser l'activité en fonction des objectifs fixés et évaluer les résultats.

- **Expertise, conseil et appui**
  - Assurer une veille technique et juridique.
  - Assurer un rôle d'alerte et de retour d'expérience auprès de sa Direction.
  - Réaliser des d'études, des analyses, des outils de suivi et d'aide à la décision.
  - Contribuer aux différents bilans de la DRH.
  - Apporter assistance, information et conseil auprès des services, des agents.
  - Animer des réunions et des groupes de travail, participer à des réunions et à des instances en interne et en externe.

Conditions particulières d'exercice

Règles strictes de confidentialité à respecter.

Profil attendu

Connaissances	Contexte et environnement professionnel (missions, fonctionnement et politique de l'Etablissement) et mise en perspective avec les politiques publiques, notamment en matière de protection sociale. Management. Gestion des ressources humaines, notamment dans le domaine du secteur public. Techniques et procédures budgétaires et comptables au sein d'un établissement public administratif.
Savoir faire	Diriger une équipe en ayant une capacité d'analyse et d'évaluation. Fixer des objectifs, déléguer et mettre en place des dispositifs de régulation et de contrôle. Développer des partenariats, travailler en réseau. Conduire des projets. Connaître et appliquer la législation en matière de protection sociale et de prestations sociales. Suivre un budget. Faire preuve de qualités rédactionnelles. Faire preuve de capacités d'analyse et de synthèse. Détecter les anomalies et alerter sur les situations à risque. Maîtriser les outils bureautiques informatiques classiques et aptitude à l'utilisation de logiciels dédiés.
Savoir-être	Qualités relationnelles, sens de l'écoute et du dialogue. Rigueur. Sens de l'organisation. Autonomie, sens de l'initiative, réactivité. Discrétion professionnelle.

Diplômes et expérience
Un diplôme de niveau II est attendu pour être rémunéré sur la grille d'emploi de catégorie A.
Une formation et/ou une expérience dans le domaine de la protection sociale ainsi qu'une expérience du secteur public sont attendues.
Une expérience d'encadrement d'équipe sera appréciée.

Contact et modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste
Madame Catherine ISSAKIDIS, Directrice des ressources humaines, par téléphone au 01.44.15.17.24 ou par courriel à catherine.issakidis@oncfs.gouv.fr

Pour candidater
Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 1er avril 2018, -**terme de rigueur -, selon les cas :

- en **interne,** à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,
ou
- en **externe**, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé (et les trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public).

Ces documents sont à envoyer
Par voie électronique à l'adresse suivante : **recrutement@oncfs.gouv.fr**
ou
Par voie postale sous le timbre suivant :
Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines
85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

ONCFS
Avis N° 18-32-DAF **12/03/2018**

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI à pourvoir dès que possible
A pourvoir par voie de mobilité interne, en externe en position normale d'activité, par voie de détachement ou en contrat à durée déterminée de 3 ans
Recrutement ouvert aux contractuels sous quasi-statut

Catégorie :	Catégorie A/A+
Fonction :	Chef(fe) du département achats et approvisionnement (F/H)
Affectation :	Direction des affaires financières – Département achats et approvisionnement
Résidence administrative :	Auffargis (78) - Non logé

La politique des ressources humaines de l'ONCFS vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr

Il est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales).

Son effectif est de 1500 agents, sous différents statuts, titulaires et non titulaires, sa masse salariale s'élève à 95 millions d'€uros.

Le budget de l'ONCFS s'élève à 120 millions d'€uros. Les recettes de l'Etablissement proviennent principalement d'une subvention État, de recettes fiscales et de recettes propres.

La Direction générale s'appuie sur deux Directions opérationnelles – Direction de la police, Direction de la recherche et de l'expertise et sur 3 Direction fonctionnelles – Direction des ressources humaines, Direction des affaires financières, Direction des systèmes d'information.

La Direction des affaires financières est composée de 5 Départements : recettes et partenariat, budget et performance, dépense, paye et patrimoine immobilier et le Département achat et approvisionnement.

Le Département achat et approvisionnement comporte deux secteurs : le secteur marchés publics et le secteur approvisionnement. Il est composé de 10 agents et gère un budget de 900 K€.

Description de l'emploi

Sous l'autorité du Directeur des affaires financières et de son Adjoint, encadre la politique en matière d'achats, de commande publique et d'approvisionnement en mettant à profit l'ensemble des potentialités offertes par le code des marchés publics, dans un souci d'efficience économique et opérationnelle.

Activités principales

- **Animation et pilotage du Département**
  - Manager l'équipe pluridisciplinaire (juristes, techniciens, assistantes).
  - Organiser l'élaboration du programme pluriannuel des achats, sa mise en œuvre et l'évaluation de la performance des achats.
  - Coordonner, planifier, animer les fonctions achats, marchés publics.
  - Organiser la logistique d'approvisionnement des services (définition des politiques et programmation des approvisionnements, information des services sur les processus d'approvisionnement annuels, bilans, …),
  - Piloter les gestions de flottes (automobile, téléphonie…).
  - Réaliser le contrôle juridique et fonctionnel des procédures d'achat.
  - Piloter les groupements d'achats.
  - Assurer le dialogue social de proximité auprès des personnels du Département.

- **Expertise, conseil et appui auprès du directeur financier et de l'ensemble des services de l'établissement**
  - Animer et professionnaliser le réseau des référents achats locaux.
  - Assurer la communication auprès des prescripteurs et utilisateurs.
  - Exercer la fonction de Responsable des achats, proposer les évolutions de la politique des achats de l'Etablissement en cohérence avec les directives du SAE.

Conditions particulières d'exercices
Nombreuses relations avec des interlocuteurs divers.

Profil attendu

Connaissances	Contexte et environnement professionnel (missions et politique de l'établissement). Management public et conduite du changement. Performance des achats, droit de la commande publique. Techniques et procédures budgétaires et comptables au sein d'un établissement public administratif. Politique des achats, règles, objectifs d'approvisionnement. Règlementation des marchés publics.
Savoir-faire	Diriger une équipe en ayant une capacité d'analyse et d'évaluation. Communiquer sur l'activité de la Direction pour expliquer le sens de l'action. Fixer des objectifs, déléguer et mettre en place des dispositifs de régulation et de contrôle. Agréger des besoins divers, piloter et évaluer une activité en planifiant l'ensemble des opérations. Prospecter et suivre les marchés économiques. Travailler en équipe et en réseau, interne ou externe.
Savoir-être	Capacité d'expertise. Réactivité. Sens du dialogue et de la concertation.

Diplôme et expérience
Une formation de niveau I de type Master, à dominante de gestion et une expérience professionnelle préalable de 5 ans minimum à niveau équivalent de responsabilité dans la sphère publique, sont attendus.
Le candidat devra connaitre la règlementation des marchés publics et aura développé des qualités de négociateur.

Contact et modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste

M. Alain GUIBE, Directeur des affaires financières, par téléphone au 01.30.46.60.51 ou par courriel à alain.guibe@oncfs.gouv.fr

Pour candidater

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 02 avril 2018,** terme de rigueur -, selon les cas :

- en **interne,** à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,

ou

- en **externe**, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé (et les trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public).

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : recrutement@oncfs.gouv.fr

Sous le timbre suivant : Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines - 85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

ONCFS **13/03/2018**
Avis n°18-31-DAF

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI à compter du 1er mai 2018
A pourvoir par voie de mutation interne, en position normale d'activité
Poste ouvert aux contractuels sous quasi statut

Catégorie :	Catégorie B
Fonction :	Gestionnaire national du parc roulant (F/H)
Affectation :	Direction des Affaires Financières / Département Achat et Approvisionnement
Résidence administrative :	Saint Benoist – Auffargis (près de Rambouillet 78) - Non logé

La politique des ressources humaines de l'ONCFS
vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site Internet : http://www.oncfs.gouv.fr

Il est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales) rassemblant 1500 agents répartis sur l'ensemble du territoire.

La Direction des Affaires Financières (DAF) est constituée de 5 départements et représente une cinquantaine de personnes :

- Le Département Budget et Performance
- Le Département Recettes et Partenariat
- Le Département Achat et Approvisionnement
- Le Département Patrimoine Immobilier
- Le Département Dépenses et Paye

Le Département achat et approvisionnement comporte deux secteurs : le secteur marchés publics et le secteur approvisionnement. Il est composé de 10 agents et gère un budget de 900 K€.

Description de l'emploi

Sous l'autorité du Chef du département Achat et Approvisionnement, assure la gestion nationale administrative du parc roulant qui représente 1100 véhicules répartis de manière homogène sur tout le territoire.

Activités principales

- **Assurer la gestion du parc roulant**
  - Réaliser la mise à jour du parc roulant sur les outils de suivi informatique : logiciel « parck » et « immonet ».
  - Effectuer le suivi des modalités d'exécution des contrats afférent à la gestion du parc automobile (maintenance des véhicules, carburant, assurances, …).
  - Assurer une information régulière auprès de l'agent en charge du suivi des remises aux domaines, de la gestion des sinistres, et autres actes portant sur le parc roulant.
  - Réaliser les requêtes permettant d'analyser l'exploitation du parc roulant et l'analyse des résultats.
  - Participer aux synthèses, analyses, demandées par l'inspection, le ministère et autres entités.
  - Mettre à jour les fiches descriptives présentant les modalités de traitement des dossiers.
  - Elaborer un tableau de bord de suivi complet du parc roulant.
  - Recueillir les données auprès de l'assistante de la gestion du parc roulant pour le suivi des tableaux de bord.

- **Procéder aux achats de véhicules**
  - Analyser l'offre UGAP et effectuer les propositions d'évolution du catalogue des véhicules proposés aux services y compris pour l'Outre-Mer.
  - Préparer la circulaire annuelle pour le recueil des besoins en équipements roulants, effectuer la synthèse des demandes et les propositions d'achat, dans le respect de la circulaire du 1er Ministre.
  - Constituer et gérer le dossier des commandes de véhicules (entre 100 et 150 véhicules par an) pour le contrôleur budgétaire.
  - Réaliser le suivi des livraisons et les actes de gestion nécessaires à la réception des véhicules par les services (immatriculation, création carte carburant, badge péage, déclaration assurance, …).
  - Réaliser le suivi financier des crédits alloués pour la gestion du parc roulant.
  - Mise en paiement des avances et/ou factures.

- **Informer et conseiller les services et utilisateurs :**
  - Informer les CRB sur l'état de leur parc et sur les anomalies constatées.
  - Assurer un rôle de conseil auprès des services et des agents, notamment au titre de la maintenance, la couverture des risques, …
  - Proposer la mise à jour de l'instruction définissant les modalités de gestion du parc automobile.
  - Rédiger les fiches de procédures, d'information, auprès des services, instruction, circulaire, note.

- **Autres activités diverses:**

En collaboration et soutien de la personne en charge de l'équipement :

- Participer à la consolidation des besoins annuels exprimés par les services, analyser les demandes.
- Participer à la mise en place des procédures de mise en concurrence, rechercher des fournisseurs.
- Participer à la réception et aux contrôles des livraisons.
- Participer à l'envoi des commandes annuelles dans les DIR ou Services des équipements.

En fonction des charges de travail :

- Réaliser les tâches confiées par le Chef de département.
- Assurer la suppléance avec l'agent participant à la gestion administrative du parc roulant en cas d'absence.
- Assurer la suppléance avec l'agent participant à la gestion des équipements.
- Assurer la suppléance avec l'agent participant à la gestion du parc téléphonie et fiche inventaire en cas d'absence.

Conditions particulières d'exercice

-Relations internes : avec tous les Services de l'ONCFS et l'Agence comptable.
-Relations externes : assureur, fournisseurs, service des domaines, sous-préfecture.

Profil attendu

Connaissances	Connaissance de la réglementation routière, des règles de gestion interministérielles et instructions ONCFS. Savoir s'adapter aux logiciels de gestion dédiés pour le parc auto. Connaissance de son environnement professionnel. Connaissance rédactionnelle, des procédures administratives.
Savoir faire	Maîtriser les procédures administratives de gestion des véhicules. Maîtriser les logiciels spécifiques à l'activité et bureautiques. Savoir travailler en équipe et en réseau. Capacité d'organisation, de méthode, d'analyse et de synthèse. Etre capable de rendre compte, Savoir faire preuve d'initiative dans le traitement des dossiers, des demandes des agents. Savoir s'adapter.
Savoir-être	Autonomie et dynamisme. Esprit d'initiative. Organisé.

Diplômes et expériences
Etre titulaire d'un titre ou d'un diplôme classé au moins au niveau IV ou d'un titre ou diplôme équivalent.

Contact et modalités de candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste
M. Alain GUIBE, Directeur des affaires financières, par téléphone au 01.30.46.60.51 ou par courriel à alain.guibe@oncfs.gouv.fr

Pour candidater
Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur candidature **au plus tard le 31 mars 2018**, terme de rigueur -, selon les cas :

- **en interne,** à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,
ou
- **en externe,** par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé (et les trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public).

Ces documents sont à envoyer
Par voie électronique à l'adresse suivante : **recrutement@oncfs.gouv.fr**
ou
Par voie postale sous le timbre suivant :
Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines
85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

Office National des Forêts

Direction Territoriale Midi-Méditerranée
Agence Territoriale Bouches du Rhône Vaucluse

Aix-en-Provence

46 avenue Paul Cézanne

Directeur de l'agence territoriale Bouches du Rhône Vaucluse

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste : 1529
Catégorie : A</td></tr>
<tr><td colspan="2">Localisation du poste : Aix en Provence catégorie A3</td><td>Personnels concernés
ICPEF, IPEF confirmé, IDAE confirmé, AAHC, AAP confirmé, contractuel de droit privé</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste susceptible d'être vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Agence de niveau bi-départemental, assurant la gestion de 110 000 ha de forêts (13 000 ha en domanial, 97 000 ha en forêts des collectivités) à forts enjeux DFCI, de biodiversité (Natura 2000, Parc National des Calanques, 4 réserves biologiques) et d'accueil du public.
L'équipe est constituée de 65 personnels fonctionnaires environ et 4 ouvriers forestiers</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Gestion multifonctionnelle des forêts publiques
Missions d'intérêt général dans les domaines de la prévention des incendies.
Activité concurrentielle pour clients publics ou privés, à haut niveau d'activité en lien avec les agences travaux, études et DFCI.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Le directeur d'agence est responsable de la mise en œuvre de la stratégie de l'ONF dans son agence : en particulier à travers l'atteinte des objectifs fixés dans le contrat de gestion.
Il a en charge les relations externes de l'établissement avec des partenaires institutionnels externes multiples: services de l'Etat, SDIS, collectivités territoriales, Départements des BDR et du Vaucluse, Métropole Aix-Marseille-Provence, ville de Marseille, PNR, Parc National des Calanques, conservatoire du littoral…</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Qualité de management et expériences réussies dans l'animation d'équipes importantes, aptitude pour les relations publiques.
Contraintes sur les congés estivaux (DFCI)</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoirs-faire :</td></tr>
<tr><td>Capacité de management
Qualités relationnelles
Capacité à négocier
Représenter l'établissement et dialoguer avec les partenaires</td><td>Connaissance approfondie des métiers et de l'organisation de l'ONF
Connaissances techniques souhaitées en sylviculture en milieux méditerranées</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Mme Odile BOUCHAREINE- Tél. : 04 42 17 57 10 - 06 69 47 30 34
courriel : odile.bouchareine@onf.fr</td></tr>
<tr><td>Modalités de candidature</td><td colspan="2">Adresser un CV et une lettre de motivation à : Odile BOUCHAREINE

<u>La date limite de candidatures : 18 mars 2018</u></td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut d'enseignement supérieur et de recherche en alimentation, santé animale, sciences agronomiques et de l'environnement

VetAgro Sup

Campus Vétérinaire

1 avenue Bourgelat

69280 MARCY l'ETOILE

DIRECTEUR DU SERVICE TECHNIQUE ET PATRIMOINE (H / F)
« Grand Etablissement »

N° du poste : **Catégorie : A – Corps des Ingénieurs de Recherche ou Attaché**	
Classement du poste catégorie A : 3	**Groupe RIFSEEP : G2**
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	Issu de la fusion en 2010 de l'École nationale vétérinaire de Lyon, de l'École nationale d'ingénieurs des travaux agricoles de Clermont-Ferrand et l'École nationale des services vétérinaires (ENSV), VetAgro Sup est un établissement public d'enseignement supérieur et de recherche, reconnu comme pôle d'excellence, qui a pour objectif principal de former des ingénieurs agronomes et des docteurs vétérinaires. L'institut est implanté sur la région Auvergne-Rhône-Alpes et compte deux sites : le campus vétérinaire à Marcy-L'étoile (69) et le campus agronomique à Lempdes (63). Sous l'autorité de la Secrétaire Générale, le ou la Directeur.rice du service Technique et patrimoine aura pour mission d'assurer la mise en œuvre des orientations stratégiques en matière de patrimoine de l'établissement. Poste à fort enjeux dans le cadre du projet de rénovation du campus vétérinaire de Lyon.
Objectifs du poste	**Conseiller la direction de l'établissement dans le domaine du patrimoine, et assurer la coordination et l'animation du Service Technique et Patrimoine « Grand Etablissement ».**
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Assurer : - la mise en œuvre des orientations stratégiques en matière de patrimoine ; - la mise en œuvre des projets dans le secteur technique ; - la gestion courante du patrimoine bâti et de l'ensemble des infrastructures ; - le suivi de la sécurité des bâtiments et dans les bâtiments (ERP et IOP) ; - la veille technique dans le domaine d'activité ; - la conduite de projet et le pilotage d'opérations ou de chantier ; - l'organisation et l'encadrement d'équipes ; - le suivi de la commande publique ; - la responsabilité hiérarchique des personnels affectés au Service Technique et Patrimonial ; - la gestion administrative du service ; - le suivi budgétaire du service; - l'évaluation : contrôle, Qualité.
Champ relationnel du poste	Basé sur le campus vétérinaire, l'agent sera placé sous l'autorité hiérarchique directe de la Secrétaire Générale ; Assure la direction des pôles travaux, maintenance et logistique des 2 campus (environ 25 personnes). Lien relationnel en interne avec les autres services du secrétariat général ainsi

	que les directions des campus de VetAgro Sup, et en externe, avec les porteurs de projet et les prestataires extérieurs (nombreux marchés de prestations). Conditions d'exercice : Disponibilité, horaires irréguliers avec amplitude forte et variable en fonction des obligations de service. Déplacements réguliers sur le campus de Clermont-Ferrand.	
Compétences liées au poste	**Savoirs**	**Savoir-faire**
	Maîtrise de la stratégie patrimoniale (méthode d'analyse et de diagnostic, notion de coût global, plan pluriannuel d'investissement et de programmation, mise en place et suivi d'un SPSI etc.) ; Maîtrise du management de projet ; Coordination d'équipe pluridisciplinaire ; Connaissances fondamentales (techniques et réglementaires) sur les patrimoines bâti et non bâti ; Connaissance des réglementations diverses du bâtiment (sécurité incendie, accessibilité hygiène, qualité environnementale, énergie, etc.) ; Approche des techniques d'ingénierie du bâtiment (gros œuvre, second œuvre, VRD et infrastructure, génie civil, etc.) ; Enjeux, évolutions et cadre réglementaire des politiques publiques des secteurs techniques et patrimoniaux (priorisation et hiérarchisation, conservation du patrimoine, confort d'usage, etc.) ; Environnement juridique des EPSCP et de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR) ; Démarches « qualité environnementale » et « développement durable » ; Marchés publics de travaux, de maîtrise d'œuvre et autres prestations intellectuelles et de fournitures ; Loi « handicap » et réglementations afférentes aux bâtiments recevant du public ;	Négocier Conduire un projet, une démarche Analyser un contexte, une problématique, une réglementation Rédiger un cahier des charges Manager Communiquer Animer un réseau Sens de l'analyse Avoir l'esprit d'équipe Sens de la pédagogie
Personnes à contacter	Mme Hélène BERNE, Secrétaire Générale 04.78.87.56.26 @ hélène.berne@vetagro-sup.fr Mme Nathalie OMBRET ☎ 04.73.61.95.87 @ nathalie.ombret@vetagro-sup.fr	